

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Lundi 05 Janvier 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

AGENCE ECOFIN. Infrastructures, santé, éducation... : Diomaye Faye détaille un plan d'investissements 2026 d'environ 1 milliard \$ au Sénégal

L'économie sénégalaise est demeurée résiliente en 2025 selon le FMI, malgré la révélation fin 2024 d'une dette du secteur public et parapublic estimée à 132% du PIB. D'importantes réformes ont été engagées, laissant espérer plus de marge de manœuvre financière pour l'État au cours des prochaines années. Infrastructures, Santé, Éducation, Eau, Énergie, Numérique, Logement... Lors de son discours à la nation le mercredi 31 décembre 2025, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a annoncé une série d'investissements publics majeurs pour l'année 2026, présentée comme « celle de la relance effective de l'investissement public ». Au travers d'une enveloppe globale chiffrée à plus de 561 milliards FCFA (plus de 1 milliard USD), l'exécutif entend améliorer les services essentiels, accélérer la transformation des territoires et renforcer la souveraineté alimentaire et numérique.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/0501-134641-infrastructures-sante-education-diomaye-faye-detaille-un-plan-d-investissements-2026-denviron-1-milliard-au-senegal>

LE SOLEIL. PRES et Agenda Sénégal 2050 : Ahmadou Al Aminou Lo défend la cohérence du redressement

Face aux interrogations suscitées par la situation économique nationale et les choix stratégiques du nouveau pouvoir, Ahmadou Al Aminou Lo, ministre d'État auprès du président de la République, a tenu à lever toute ambiguïté sur l'orientation économique du pays. Invité d'une émission d'analyse sur la RTS, il a défendu la cohérence entre le Plan de Redressement Économique et Social (PRES) et l'Agenda Sénégal 2050, qu'il présente comme deux instruments complémentaires d'une même trajectoire. Selon le ministre d'État, le PRES constitue une étape de stabilisation indispensable, destinée à restaurer les équilibres macroéconomiques avant le déploiement complet de la vision de transformation portée par l'Agenda Sénégal 2050. « Il n'y a pas de contradiction entre redressement et transformation », a-t-il soutenu, insistant sur le caractère séquentiel de la stratégie gouvernementale. Ahmadou Al Aminou Lo a expliqué que le redressement engagé repose sur plusieurs leviers, notamment la mobilisation accrue des ressources internes, l'amélioration de la gouvernance économique, la rationalisation des dépenses publiques et le renforcement de la résilience financière de l'État.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/pres-et-agenda-senegal-2050-ahmadou-al-aminou-lo-defend-la-coherence-du-redressement/>

FINANCIAL AFRIK. Pour une restructuration organisée de la dette publique sénégalaise en 2026 (Seydina Alioune Ndiaye)

Dans cette analyse poussée, le banquier d'affaires et essayiste Seydina Alioune Ndiaye, associé Senquant, passe en revue les grandes composantes de la dette sénégalaise et estime qu'une restructuration est inévitable. Par Seydina Alioune



Ndiaye.Face au mur de la dette symbolisé par 30% du PIB à refinancer et l'impératif de trouver 6 075 Milliards de FCFA1 en 2026, un consensus semble se dessiner : un nombre croissant d'économistes et de financiers pensent que la restructuration de la dette du Sénégal est désormais inévitable. Une feuille de route lisible, claire et articulée permettrait d'éviter le chaos d'une restructuration désorganisée et surtout un accident de liquidités.Le Sénégal se trouve à l'orée d'une crise de liquidité sans précédent. Avec un besoin de financement de 6 075 milliards de FCFA en 2026, une dette publique atteignant 132% du PIB selon le FMI, et un service de la dette prévu à 5 500 milliards de FCFA, le pays fait face à un mur de refinancement qui menace sa stabilité macroéconomique.

<https://www.financialafrik.com/2026/01/05/pour-une-restructuration-organisee-de-la-dette-publique-senegalaise-en-2026-seydina-alioune-ndiaye/>

SENEWEB. Entre refuge et contrainte : le rôle ambivalent de l'économie informelle

Dans de nombreux pays africains, l'économie informelle joue un rôle central d'absorption de la main-d'œuvre en l'absence d'emplois formels suffisants. Elle permet à une large part de la population active de générer des revenus immédiats et d'amortir les chocs économiques, en particulier lors des ralentissements conjoncturels ou des crises sociales. Cette fonction de refuge explique sa persistance et son expansion, notamment en milieu urbain, où l'informalité devient un mode dominant d'insertion économique.Cependant, cette capacité d'absorption s'accompagne de limites structurelles profondes. Les activités informelles se caractérisent par une faible productivité, une intensité capitalistique réduite et une forte vulnérabilité aux aléas économiques. Les revenus y sont instables et souvent insuffisants pour permettre l'accumulation de capital ou l'investissement à long terme. En conséquence, l'informalité assure une subsistance immédiate mais rarement une trajectoire d'amélioration durable des conditions de vie.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/entre-refuge-et-contrainte-le-role-ambivalent-de-leconomie-informelle_n_479453.html

SENENEWS. Sénégal : ce que cachent vraiment les eurobonds, selon un expert du Trésor

Le recours du Sénégal aux eurobonds continue d'alimenter le débat sur la soutenabilité de la dette publique. Invité de l'émission Jury du Dimanche sur iRadio, ce dimanche 4 janvier 2026, Mamadou Oury Diallo a livré une analyse approfondie de ce mode de financement, en mettant en lumière à la fois les opportunités qu'il offre et les fragilités qu'il engendre. Inspecteur du Trésor et ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, Mamadou Oury Diallo explique que les eurobonds sont des obligations émises sur les marchés financiers internationaux, le plus souvent en dollars ou en euros. Ces instruments permettent aux États de lever des ressources lorsque les recettes budgétaires internes ne suffisent pas à financer les besoins publics. À la différence des prêts concessionnels accordés par des institutions comme la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement, ces emprunts sont soumis aux règles du marché, avec des taux d'intérêt plus élevés et des délais de remboursement plus courts.

https://www.seneneews.com/actualites/economie/senegal-ce-que-cachent-vraiment-les-eurobonds-selon-un-expert-du-tresor_571517.html



SIKA FINANCE. Sénégal : Les recettes douanières frôlent les 3 milliards de dollars en 2025

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-les-recettes-douanieres-frolent-les-3-milliards-de-dollars-en-2025_58766

SENEWEB. 1618, 4 milliards DE RECETTES EN 2025 : LA PROUESSE DES DOUANES SÉNÉGALAISES MAGNIFIÉE

Il est rarissime voire inexistant d'entendre un citoyen ordinaire louer une performance réalisée par un service public de l'Etat. Généralement, c'est la tutelle et des organisations qui s'attribuent cette mission pour en faire des événements et à juste raison. Du fait de certains a priori, de préjugés et du qu'en dira t-on, des citoyens sont parfois hésitants à adresser des félicitations aux services étatiques et autres sociétés qui se singularisent par des réussites. En effet, quand la médisance et la calomnie sont érigées en règle de conduite surtout sur les réseaux sociaux, la reconnaissance du mérite et l'exaltation des réussites a, quasiment, les allures d'un prêche dans le désert ou des louanges intéressés. Soucieuse du devenir de la nation et passionnée des questions économiques, qu'on nous concède le droit patriotique de magnifier la performance inédite et historique réalisée par la Douane sénégalaise en 2025. En effet, au titre de l'exercice budgétaire écoulé, les liquidations douanières ont atteint un montant record de 1 618, 1 milliards.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/1618-4-milliards-de-recettes-en-2025-la-prouesse-des-douanes-senegalaises-magnifiee_n_479402.html

LE SOLEIL. Matériaux de construction: Un léger recul des prix en novembre

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie, l'indice des prix des matériaux de construction a reculé de 0,2 % en novembre par rapport au mois précédent. Sur un an, il reste cependant en hausse de 1,4 %, reflétant des pressions persistantes sur les coûts. L'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd) a publié, fin décembre, son Indice mensuel des prix des matériaux de construction (Imc) pour novembre 2025. Cet indicateur, basé sur l'année 2022, enregistre un léger repli de 0,2 % par rapport à octobre. Cette évolution, bien que modeste, pourrait signaler un infléchissement conjoncturel dans un secteur essentiel à l'économie du pays. Toutefois, sur un an, la tendance reste à la hausse, avec une progression de 1,4 %, soulignant la persistance de tensions sur les coûts. La baisse mensuelle est principalement imputable aux matériaux de menuiserie (-0,3 %) et aux matériaux de base (-0,2 %). Dans le détail, les produits en bois et aluminium ainsi que les produits métalliques ont vu leurs prix diminuer. Pour les matériaux de base, la chute est portée par le sable (-1,9 %), le fer à béton (-1,0 %) et le ciment ordinaire (-0,2 %). Seuls les graviers résistent, avec une hausse de 1,5 % en novembre

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/materiaux-de-construction-un-leger-recul-des-prix-en-novembre/>

FINANCIAL AFRIK. Dette : les pays en développement ont remboursé 740 milliards de dollars en trois ans

Entre 2022 et 2024, les pays en développement ont vécu l'une des plus grandes ponctions financières de l'histoire moderne. En trois ans, ils ont transféré vers leurs créanciers plus de 740 milliards de dollars de ressources nettes, c'est-à-dire qu'ils ont



payé bien davantage en intérêts et en remboursements qu'ils n'ont reçu en nouveaux financements, estime.....

<https://www.financialafrik.com/2026/01/04/dette-les-pays-en-developpement-ont-rembourse-740-milliards-de-dollars-en-trois-ans/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Sénégal: inquiétude des autorités face au recrutement d'enseignants-chercheurs sénégalais en Guinée

Au Sénégal, les autorités s'inquiètent de voir que des enseignants-chercheurs sénégalais sont recrutés par des universités publiques de la Guinée. Dans une circulaire, le ministre de l'Enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation demande aux recteurs des universités des explications et, si nécessaire, des sanctions. Une « fuite de cerveaux » qui fait débat chez les universitaires au Sénégal depuis le début de cette année. Ils sont 59 enseignants chercheurs à déserter les universités du Sénégal pour aller travailler en Guinée. Dans sa circulaire, le ministre de l'Enseignement supérieur parle « d' enrôlement dans la fonction publique d'un autre pays », ce que les textes sénégalais en vigueur interdisent, selon la note. Fuite de cerveaux ou simple quête de meilleures conditions de travail ? Le professeur Mor Gassama, économiste et enseignant à l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar, estime que cette propension à aller travailler ailleurs n'est pas nouvelle. Il s'agit d'une « recherche permanente de meilleures conditions de vie » et cela ne concerne pas seulement les enseignants. Il préconise l'amélioration de l'accompagnement fourni par l'État sénégalais aux universitaires pour leur permettre d'être plus performants.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260104-s%C3%A9n%C3%A9gal-inqui%C3%A9tude-des-autorit%C3%A9s-face-au-recrutement-d-enseignants-chercheurs-s%C3%A9n%C3%A9galais-en-guin%C3%A9>

LE FIGARO. Croissance mondiale: après le choc évité de la guerre commerciale en 2025, le risque d'un freinage en 2026

Les investissements massifs dans l'intelligence artificielle aux États-Unis ont compensé les effets des droits de douane. Mais les économistes s'attendent à un ralentissement de la première puissance économique de la planète. Le pire n'est jamais certain. Entre le séisme provoqué par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, parti en avril dans une croisade protectionniste tous azimuts, les tensions géopolitiques toujours plus vives, nombre d'experts prédisaient une année noire sur le front économique. Pourtant, au tournant de l'année, le maître mot repris en boucle dans les notes de conjoncture des banques et de divers instituts est la « résilience » de l'économie. Première raison, il n'y a pas eu d'escalade sur le front des droits de douane. Nombre de pays, l'Europe en tête, ont plié et signé des traités avec Washington. « La guerre commerciale n'a pas eu lieu, tranchent carrément les économistes de BNP Paribas. Certes, on est passés de 2,5 % de niveau moyen des droits américains à 16 %, mais il n'y a pas eu de spirale



de représailles en retour. Et, ajoutent-ils, deuxième mauvaise nouvelle qui ne s'est pas matérialisée, il n'y a pas eu de retour de l'inflation. Celle-ci a au contraire continué de décroître...

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/croissance-mondiale-apres-le-choc-evite-de-la-guerre-commerciale-en-2025-le-risque-d-un-freinage-en-2026-20260104>

RFI. Le pétrole vénézuélien, une richesse nationale devenue arme géopolitique

L'arrestation spectaculaire du président vénézuélien Nicolas Maduro par les États-Unis a marqué les esprits. Officiellement justifiée par la lutte contre le narcotrafic, cette opération met surtout en lumière un enjeu central : le pétrole. Car derrière la crise politique, c'est bien une bataille économique et géopolitique autour de l'or noir vénézuélien qui se joue. Le Venezuela possède l'une des plus grandes réserves de pétrole au monde. Avec plus de 300 milliards de barils dans son sous-sol, le pays dépasse même des géants comme l'Arabie saoudite ou l'Iran. En théorie, Caracas devrait donc être une puissance énergétique majeure. Mais la réalité est toute autre. En pratique, le Venezuela ne produit aujourd'hui moins de 1% du pétrole mondial. Il y a pourtant vingt-cinq ans, le pays pompait plus de trois millions de barils par jour. Désormais, la production plafonne à environ 900 000 barils quotidiens.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/aujourd-hui-l-%C3%A9conomie/20260105-le-p%C3%A9trole-v%C3%A9n%C3%A9zuela-une-richesse-nationale-devenue-arme-g%C3%A9opolitique>

JEUNE AFRIQUE. Du fer de Simandou au port de Monrovia, ce nouveau corridor qui captive Trump

Le nouvel appétit de Donald Trump pour les minerais africains le pousse à se jeter dans la bataille qui fait rage entre Ivanhoe Atlantic et ArcelorMittal pour le contrôle du Liberty Corridor, porte d'entrée libérienne vers les immenses gisements de fer d'Afrique de l'Ouest. Après s'être engagé dans le projet du corridor de Lobito en Angola, Washington aimerait sa part d'un autre chantier, plus discret mais aussi plus controversé, qui prend forme entre la Guinée et le Liberia. Baptisé « Liberty Corridor », il ouvre l'accès au très convoité fer guinéen et notamment celui de Simandou.

<https://www.jeuneafrique.com/1753295/economie-entreprises/du-fer-de-simandou-au-port-de-monrovia-ce-nouveau-corridor-qui-captive-trump/>

LE FIGARO. Faute de relancer la consommation, la Chine mise encore sur les exportations en 2026

Pékin assure soutenir la consommation, en berne depuis le Covid, mais ses ambitions technologiques planétaires demeurent prioritaires, au risque de représailles protectionnistes. Après les ruades de Donald Trump, la Chine doit dompter le « cheval de feu » en 2026, entre spectre de la déflation et contexte géopolitique toujours volatil. La deuxième économie mondiale aborde le prochain cycle du zodiaque asiatique ragailardie après avoir endigué les assauts protectionnistes du président américain. Xi Jinping s'est décerné un satisfecit, jugeant que la Chine avait « atteint les principaux objectifs de développement » en 2025, malgré une « pression très inhabituelle », lors de son adresse traditionnelle du Nouvel An, ce 31 décembre. Et de se targuer d'une croissance « d'environ 5 % », selon l'agence officielle Xinhua.



<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/la-chine-garde-le-cap-en-2026-sur-l-exportation-et-l-hegemonie-industrielle-20260104>

ZONE BOURSE. L'UE en bonne voie pour la signature prochaine de l'accord commercial avec le Mercosur, selon un porte-parole

Des avancées ont été réalisées ces dernières semaines en vue de la signature de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur, a déclaré lundi un porte-parole de la Commission européenne.

« Nous sommes sur la bonne voie pour envisager une signature de l'accord et nous espérons que cela aura lieu très prochainement », a indiqué le porte-parole aux journalistes à Bruxelles.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/l-ue-en-bonne-voie-pour-la-signature-prochaine-de-l-accord-commercial-avec-le-mercotur-selon-un-por-ce7e59dedb8df725>

LES ECHOS. Budget 2026 : gouvernement et parlementaires à la recherche d'une voie de sortie

Des discussions informelles entre gouvernement et députés se sont poursuivies pendant la trêve des confiseurs pour préparer la reprise des débats sur le PLF 2026. L'exécutif a besoin d'un budget rapidement, afin notamment de répondre à la crise agricole et de soutenir les Armées. Le gouvernement parviendra-t-il à tourner la page du budget 2026 ? Après l'adoption du budget de la Sécurité sociale, l'échec des négociations entre députés et sénateurs en commission mixte paritaire (CMP) sur le projet de loi de finances (PLF) 2026 a laissé inachevé le chantier du budget de l'Etat. Même si la loi spéciale évite depuis le 1er janvier l'interruption des services publics, « beaucoup d'effets négatifs sont à attendre si la situation perdurait », rappelait le Premier ministre, Sébastien Lecornu, avant Noël. « Il faut donc un budget en janvier, et notre déficit doit être réduit à moins de 5 % du PIB en 2026 », poursuivait-il.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/budget-2026-gouvernement-et-parlementaires-a-la-recherche-dune-voie-de-sortie-2207545>

BFMTV. Elle compte sur le gaz et les importations d'électricité nucléaire française: les énergies renouvelables ont stagné en 2025 en Allemagne à 58,8% de la consommation électrique

La progression des énergies renouvelables dans le mix électrique allemand a ralenti en 2025, pour atteindre 58,8%, révèle le régulateur allemand de l'énergie. La coalition au pouvoir soutient également la construction de centrales à gaz afin de préparer la sortie du charbon.

Du soleil, mais pas assez de vent pour faire tourner les éoliennes allemandes: la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité de l'Allemagne a quasiment stagné en 2025 malgré l'essor du solaire, selon le bilan annuel du régulateur allemand de l'énergie, publié lundi.

https://www.bfmtv.com/economie/international/elle-compte-sur-le-gaz-et-les-importations-d-electricite-nucleaire-francaise-les-energies-renouvelables-ont-stagne-en-2025-en-allemande-a-58-8-de-la-consommation-electrique_AD-202601050522.html

COURRIER INTERNATIONAL. Vu d'Espagne. Renoncer à l'accord avec le Mercosur est tout aussi incompréhensible que hasardeux



Face à la colère des agriculteurs européens, notamment en France et en Italie, la signature de l'accord de libre-échange entre l'UE et quatre pays sud-américains, prévue le 20 décembre, a été reportée une nouvelle fois. Dans un éditorial, "El País" appelle l'Europe, troisième voie face à la Chine et aux États-Unis, à ne pas laisser passer cette occasion unique. La signature des accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) a subi en cette fin 2025 de nouveaux retards incompréhensibles. À la déception suscitée par le sommet entre l'UE et la Celac (Communauté des États latino-américains et des Caraïbes) fin novembre à Santa Marta (Colombie) est venu s'ajouter le lapin posé par les représentants européens il y a dix jours aux présidents de l'alliance sud-américaine réunis au Brésil.

https://www.courrierinternational.com/article/vu-d-espagne-renoncer-a-l-accord-avec-le-mercotur-est-tout-aussi-incomprehensible-que-hasardeux_238879

LE MONDE. Les exportateurs indiens tiennent bon face aux droits de douane américains de 50 %

Entre mai et novembre 2025, les exportations indiennes ont reculé de 20,9 %, mais le cataclysme annoncé ne s'est pas produit. La plupart des grandes productions du sous-continent ont trouvé d'autres débouchés. Les exportateurs indiens semblent être les premiers surpris. Face aux barrières douanières exorbitantes de 50 % imposées par le président américain, Donald Trump, fin août 2025, ils ont, contre toute attente, tenu bon. Initialement, les secteurs de la joaillerie et des pierres précieuses, du textile ou encore de la crevette craignaient que les droits de douane n'aient l'effet d'un tsunami avec des conséquences plus délétères que la pandémie de Covid-19. Entre mai et novembre 2025, les exportations indiennes vers les États-Unis ont certes reculé de 20,9 %, mais l'impact négatif des droits de douane a pour le moment été contenu.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/04/les-exportateurs-indiens-tiennent-bon-face-aux-droits-de-douane-americains-de-50_6660498_3234.html

